

SHORT NEWS

L'avenir est dans le sol

(rg) - La salle Folmer de l'Athénée était bien remplie ce mercredi soir, lorsque Lydia et Claude Bourguignon, experts en microbiologie du sol, ont donné une conférence sur l'état des sols aussi bien dans nos régions qu'à travers le monde. Sur invitation de plusieurs ONG environnementales et de développement, le couple, qui a fondé en 1990 le « Laboratoire analyses microbiologiques sols » (www.lams-21.com), a visité le grand-duché le jour même où l'ouverture officielle de la « route du Nord » allait consacrer une des plus grandes attaques contre la biodiversité dans notre région. La conférence a été précédée d'un atelier à Kahlborn, où les experts ont montré comment évaluer dans la profondeur - « eux étaient dans le trou et nous autour », comme en témoignait un des participants - l'état du sol de cette partie de notre pays pour évaluer le type d'agriculture la plus adaptée. La thèse bourguignonne, c'est que face à l'érosion et à la destruction de nos sols - dont un tiers sont dégradés, alors qu'il faut des milliers d'années pour en créer quelques centimètres de façon naturelle - une solution s'impose : le semis direct sous couvert, une agriculture qui évite de labourer les champs. Entre une moisson et le semis suivant, des plantes intermédiaires permettent de garder le sol couvert. Cette culture intermédiaire n'est pas coupée et évacuée, mais écrasée. Le sol est ainsi protégé contre l'érosion et une faune diverse, qui travaille et enrichit les sols, peut se développer. Cette technique demande beaucoup de connaissance du sol, des cultures les mieux adaptées et de la meilleure façon d'organiser leur rotation intelligente. Elle affranchit par contre de la dépendance aux intrants chimiques utilisés dans l'agriculture « conventionnelle » pour rendre les sols plus productifs - tout en les détruisant à moyen et long terme.

La fin de « Safe Harbour » ?

(lc) - Il y a du nouveau dans l'affaire Schrems contre Facebook (woxx1222). Et quelles nouvelles ! L'avis de l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne, Yves Bot, contient des éléments qui pourraient potentiellement faire pencher la balance envers plus de protection des données pour les citoyens européens contre les services secrets américains. L'activiste Max Schrems s'était plaint du fait que, même s'il n'utilisait Facebook qu'en Europe, ses données pouvaient être transférées vers des serveurs situés aux États-Unis, où ils seraient transmis d'office à la NSA. Jusqu'ici, l'argumentation contre Schrems se basait toujours sur l'accord « Safe Harbour » conclu entre l'Union européenne et les États-Unis, qui permettait à des firmes américaines de vendre leurs services en Europe s'ils s'y pliaient. Or, après les révélations d'Edward Snowden, cet accord est devenu sans objet. Ce qui a poussé l'avocat général à considérer que c'était aux autorités de protection nationales de décider si les États-Unis étaient un pays sûr pour les données de leurs citoyens ou non. Cette recommandation risque de mettre les exécutifs américains et européens dans l'embarras : les renégociations de « Safe Harbour » viennent juste d'être achevées.

TTIP : petits pas en avant

(lc) - Que la bourgmestre de la Ville de Luxembourg n'est pas une fanatique du débat démocratique dès qu'il ne convient plus à ses intérêts libéraux n'est pas une nouvelle. Le tribunal administratif a tout de même mis fin à une de ses frasques. Lorsque, en mai 2014, Déi Lénk dépose une motion sur les négociations sur le TTIP au conseil communal, Lydie Polfer refuse de discuter ce point - invoquant le fait que le traité ne serait pas « de la compétence communale ». Et cela tout en sachant que la motion se proposait justement de discuter l'impact sur la politique communale du TTIP. Et que deux autres communes, dont Esch-sur-Alzette, venaient non seulement de discuter mais aussi d'accepter la motion de gauche. Après un recours chez le ministre de l'Intérieur sans succès, le parti est allé au tribunal administratif et vient d'avoir gain de cause : la motion sera bel et bien mise à l'ordre du jour du prochain conseil communal, le 28 septembre prochain. Quelques jours plus tard, ce sera au tour des citoyennes et des citoyens de montrer leur opposition au TTIP : une manifestation aura lieu le samedi 10 octobre à 11h30 sur la place Clairefontaine.

AKTUELL

GRÈCE

Condamné au pragmatisme

Luc Caregari

La victoire (in)attendue d'Alexis Tsipras aux élections du 20 septembre met la gauche européenne dans l'embarras. Le choix entre une approche pragmatique ou révolutionnaire réapparaît.

Ce fut le caricaturiste du quotidien allemand « taz - die tageszeitung » qui croqua le mieux le dilemme de l'ancien et nouveau premier ministre grec. Dans son dessin, Tsipras consulte l'oracle de Delphes, et celui lui dit : « Alexis, tu vas toujours gagner les élections. Mais Merkel et Schäuble aussi. » Et, en effet, c'est son problème. Car même s'il a su se départir de la fraction la plus radicale de Syriza, et que la tentative de celle-ci de fonder une « Unité populaire » s'est soldée par un cuisant échec, sa marge de manœuvre ne s'en est pas vraiment agrandie. En Allemagne, les politiciens et les commentateurs n'en finissaient pas de répéter que, peu importe le résultat des élections, l'« accord » qui a été arraché cet été, malgré le « non » massif au référendum, devra être respecté.

Et les privatisations sont en train de se faire, au détriment de l'économie grecque. Comme celle des 14 aéroports les plus lucratifs du pays, qui iront à Fraport - une société allemande, partiellement aux mains du Land de Hesse. Qui pourra donc augmenter les prix des vols, nuisant au seul secteur économique grec qui a tenu un tant soit peu la route : le tourisme. Et ce ne sont pas les seules exigences des créanciers à être contre-productives, loin s'en faut.

Tsipras devra se battre pour chaque millimètre de marge de manœuvre : jusqu'ici les créanciers ont toujours bloqué les impôts sur les plus grosses fortunes grecques. Et il n'est pas certain que les voisins européens soient d'une grande aide quand il s'agira de l'aider à traquer les évadés fiscaux.

À part cela, la division à sa gauche prend forme. Ce n'est pas un hasard qu'au même moment où des représentants de la gauche européenne (Pierre Laurent du PCF, Gregor Gysi de Die Linke ou encore Pablo Iglesias de Podemos) ont soutenu Tsipras en Grèce, d'autres (son ancien allié Yanis Varoufakis - qui ne s'est d'ailleurs

pas présenté aux élections -, Oskar Lafontaine de Die Linke ou encore Zoé Konstantopoulou de l'Unité populaire et Jean-Luc Mélenchon du Front de gauche) ont publié un manifeste. Intitulé « Pour un Plan B », il préconise de « rompre avec cette Europe » et de commencer une « campagne de désobéissance aux pratiques européennes arbitraires et aux règles irrationnelles » pour en arriver à une « renégociation complète des traités européens ».

Avec Tsipras, le grand soir, c'est pas pour demain

Une bonne idée en somme. Encore faut-il être en mesure de la réaliser. Car Alexis Tsipras ne sera pas, en tout cas pas immédiatement, l'homme à faire plier Bruxelles et les créanciers. Pourtant, baisser les bras et se dire que de toute façon Tsipras ne peut que décevoir n'est pas une option non plus. Car il lui reste en poche certains arguments avec lesquels il peut négocier. Ainsi, dans la crise des réfugiés, où la Grèce est en première ligne, il a immédiatement pris le contre-pied des pays de l'Est et s'est montré un fidèle allié de la ligne plus « humanitaire » des pays européens occidentaux. S'il contribue efficacement à trouver des solutions à la plus grande crise humanitaire de ces dernières décennies, il peut se forger des alliances et sortir de son isolation. Et de l'autre côté, dans la crise de la dette grecque, il peut aussi essayer d'isoler l'Allemagne sur son refus strict et non réfléchi d'une restructuration. Vu que le FMI insiste justement sur une restructuration pour participer aux futures négociations, il peut très bien jouer la division de ses créanciers.

Cela n'empêche pas que Syriza doit faire à court terme de la politique politicienne pour améliorer la situation, une politique qui n'a rien à voir avec les discours révolutionnaires de ses opposants internes. Mais s'il reste une voie pour sortir de l'impasse grecque, il vaut mieux que ce soit Tsipras qui navigue qu'un des capitaines corrompus qui, pendant des décennies, ont mené la Grèce à la faillite.